



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 15/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2022

Contexte et constats

Société HETTIER

quai de la Moselle
BP 5025

76071 LE HAVRE Cedex

Références : 20220117_HETTIER_VI plainte

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2022 dans l'établissement Société HETTIER implanté quai de la Moselle BP 5025 76071 LE HAVRE Cedex Cette partie « Contexte et constats est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 17 janvier 2022 fait suite à une plainte reçue par l'inspection des installations classées par mail du 13 janvier 2022. Cette plainte concerne des nuisances (dégagement de fumées suspectes) observées les 12 et 13 janvier 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HETTIER
- Quai de la Moselle 76071 LE HAVRE
- Code AIOT dans GUN : 0005803443
- Régime : Autorisation
- Activité principale : Récupération de matières métalliques recyclables
- Agréments : Centre VHU, installations de broyage de VHU

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il peut être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant déclare que les fumées observées ont été causées par une opération de découpe au chalumeau sur des rouleaux d'imprimerie provenant du site de la Chapelle Darblay, situé à Grand-Couronne en Seine-Maritime. L'enveloppe de caoutchouc recouvrant ces pièces métalliques massives avait été préalablement retirée, mais des résidus de caoutchouc encore présents ont commencé à se consumer lors de la découpe, occasionnant des fumées noires de courte durée et visibles depuis le voisinage.

Les deux opérateurs présents ont pu maîtriser ces fumées par arrosage des pièces incriminées à l'aide d'une cuve d'eau de 1 000 litres et d'extincteurs.

Afin d'éviter un incident similaire à l'avenir, l'exploitant s'engage à réaliser un contrôle approfondi des pièces métalliques avant toute opération de découpage. En cas de présence de matières combustibles ne pouvant être retirées, la pièce sera transportée vers une usine sidérurgique.

Aucune suite n'est envisagée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Ressource en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 7.7.4.	/	Fait susceptible de suites n°1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 2.5.1.	/	
Capacité de stockage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 5.1.4.	/	Observation n°1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 17 janvier 2022 a permis d'établir que les règles de sécurité liées à l'activité de découpe au chalumeau avaient été respectées par l'exploitant. L'incident du 13 janvier 2022 a été rapidement maîtrisé et son impact sur l'environnement reste minime. Aucune suite n'est envisagée à ce sujet.

Concernant la défense incendie, l'exploitant est tenu de fournir l'attestation de conformité des poteaux incendie du site dans un délai de un mois à compter de la date du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 2.5.1.
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en palier les effets à moyen et long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis un rapport d'incident à l'inspection des installations classées le 20 janvier 2022. Ce rapport précise les circonstances et les causes de l'incident, son impact sur l'environnement et le voisinage ainsi que les mesures envisagées par l'exploitant afin d'éviter qu'un incident similaire ne se reproduise.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Ressource en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 7.7.4.
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de Moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'au minimum 2 poteaux incendie de 100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués sur des canalisations assurant Pour chacun d'eux et SIMULTANÉMENT un débit minimum de 1000 litres/minute SOUS une pression dynamique de 4 bar (NFS 62.200) et placés à moins de 100 mètres (pour le plus proche) et de 250 mètres (pour l'autre} de l'établissement par des chemins praticables. Ces hydrants doivent être implantés en bordure d'une chaussée Carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'attestation de conformité de ces poteaux ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur du hangar, sur les aires extérieures de stockage et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés;- d'une liaison avec le Centre de Traitement de l'Alerte des Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime par téléphone filaire. Toutes dispositions doivent être prises Pour que cet appareil soit efficacement signalé et puisse être utilisé Sans retard en indiquant notamment le local où il se trouve ainsi que l'affichage du 18 et du 112 ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Les matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Le site visité est muni d'extincteurs appropriés au risque à combattre et répartis sur l'ensemble du site. Ces appareils sont visibles et accessibles, et le dernier rapport de contrôle réalisé le 28 juillet 2021 par la société Bosquet ne mentionne aucune non-conformité. Deux poteaux incendie appartenant au port du Havre sont présents aux abords du site. L'exploitant n'a pas pu produire, le jour de l'inspection, l'attestation de conformité de ces poteaux. L'exploitant est tenu de se procurer l'attestation de conformité des poteaux incendie situés aux abords de son site et de le transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la date du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Capacité de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2009, article 5.1.4.
<p>Prescription contrôlée : La quantité de déchets entreposés ne doit pas dépasser les grandeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour l'extension :<ul style="list-style-type: none">◦ métaux (y compris ferrailles) : 500 tonnes,◦ déchets du bâtiment et des travaux publics : 50 tonnes,◦ bois : 50 tonnes,◦ papiers et cartons : 50 tonnes,◦ plastiques : 25 tonnes• pour le site historique :<ul style="list-style-type: none">◦ métaux (y compris ferrailles) : 600 tonnes,◦ déchets du bâtiment et des travaux publics : 0 tonne,◦ bois : 0 tonne,◦ papiers et cartons : 0 tonne,◦ plastiques : 0 tonne.
<p>Constats : La quantité de métaux et de ferrailles stockés sur le site historique le jour de la venue de l'inspection était très importante. L'exploitant a indiqué rencontrer, depuis plusieurs semaines, des difficultés à trouver suffisamment de transporteurs pour évacuer les matériaux destinés à la revalorisation. Le jour de la visite, l'inspection des installations classées n'était pas en mesure d'estimer le tonnage de métaux présents.</p> <p>Observation n°1 : L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur son obligation de respecter les quantités maximales de stockage prescrites dans son arrêté préfectoral d'autorisation. Ce point fera l'objet d'un contrôle approfondi lors de la prochaine visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite